

18.06.2015 David contre Goliath

La langue occitane force le respect

« Que n'i a pro d'estar mespresats », il y en a assez d'être méprisés : en menant une grève de la faim autour de ce mot d'ordre qui exprimait sa colère, affichée sur les baies vitrées du Conseil Régional d'Aquitaine où il s'était installé et relayée sur les réseaux sociaux, le Président du Partit Occitan, David Grosclaude, a réussi à faire reculer le mépris de l'Etat. Le refus jacobin pour les langues régionales est sans concession géographique ou politique. Il est une constante exprimant une nature profonde, celle d'un Etat qui veut faire disparaître les langues exprimant la culture et l'identité de peuples différents.

En Corse ou au Pays Basque, il a pris prétexte de la violence politique mais il refuse la co-officialité de la langue même quand la violence cesse et que l'Assemblée élue du peuple corse délibère à la quasi-unanimité. En Occitanie, il n'y a pas de tension politique, juste une volonté de préserver tout ce qui peut l'être d'une Histoire et d'une culture fécondes. Mais là encore c'est « niet », et plutôt trois fois qu'une.

L'action de David Grosclaude a eu raison du triple niet de l'Etat : après une semaine de grève de la faim largement soutenue sur place, au Béarn et dans l'ensemble de la Région Aquitaine, comme dans les autres « régions à forte identité », à commencer par la Corse dont l'Assemblée Territoriale lui a apporté un soutien unanime, il a obtenu la lettre signée par les ministres concernés qui entérine la création de l'Office Public de la Langue Occitane demandé par les Conseils Régionaux d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées, création jusque-là bloquée faute d'un arrêté ministériel.

Dans la foulée, François Hollande a confié directement à Christiane Taubira, Ministre de la Justice, par-dessus les oppositions de Manuel Valls, le soin de préparer une réforme constitutionnelle afin que la France ratifie la Charte Européenne des Langues régionales et minoritaires. Or c'est dans ce train lancé pour la réforme de la constitution par la voie du Congrès de Versailles afin de ratifier la Charte Européenne des Langues que l'on espère inscrire aussi la reconnaissance constitutionnelle de la spécificité de la Corse vis-à-vis des autres régions hexagonales.

Le succès de David Grosclaude s'inscrit aussi dans un contexte, celui de l'approche des élections régionales. Jusque dans les sphères du pouvoir en place, on est bien obligé de compter avec un électorat occitaniste qui peut faire basculer une région occitane. Il a ainsi reçu de larges soutiens de plusieurs députés et sénateurs PS de ces deux régions, Aquitaine et Midi-Pyrénées.

RPS et l'Alliance Libre Européenne ont apporté un soutien total à David Grosclaude. Le groupe Femu a Corsica a obtenu le vote unanime d'une motion par l'Assemblée de Corse (ci-contre), et une délégation était à Bordeaux au moment clef de la mobilisation pour une conférence de presse destinée à élargir son action. La veille au soir, tard dans la soirée, David recevait la lettre d'engagement des ministres en bonne et due forme, et c'est pour annoncer ce succès que nous étions autour de lui en ce sixième et dernier jour de grève de la faim.

Le mépris républicain a enfin reculé en Occitanie. La langue occitane disposera avant la fin de la mandature de l'outil public chargé d'assurer les politiques décidées pour sa survie ; un travail de cinq années des élus régionaux du Partit Occitan que l'inertie de l'appareil d'Etat voulait enterrer.